

Table des matières

Sommaire	3
Collection Réussir le DCG	5
Conseils pour Réussir l'UE 10	7

Introduction

1	Profession comptable et introduction à l'audit légal des comptes	13
I.	Organisation de la profession comptable	13
1.	Comptables salariés	13
2.	Comptables libéraux	13
II.	Éthique professionnelle	18
1.	Éthique applicable à tous les professionnels comptables	18
2.	Éthique applicable aux professionnels libéraux	19
3.	Éthique applicable aux professionnels salariés	19
III.	Rôle de la profession comptable dans la normalisation comptable	19
IV.	Introduction à l'audit légal des comptes	19
1.	Notion de contrôle interne	19
2.	Notion d'élément probant	20
3.	Notions de contrôle par sondage	21
	CAS BOUMEFTAH	22
2	Normalisation et cadre conceptuel	25
I.	Enjeux et limites de la normalisation (harmonisation comptable)	25
II.	Cadre conceptuel	27
1.	Définition	27
2.	Diversité des cadres conceptuels	27
III.	Principes comptables fondamentaux	28
1.	Le concept d'entité	28
2.	Le principe de continuité de l'exploitation	28
3.	Le principe de séparation des exercices	29
4.	Le principe de la permanence des méthodes	29
5.	Le principe d'utilisation des coûts historiques	29
6.	Le principe de prudence	29
7.	Le principe de la juste valeur	29

8. Le principe d'importance relative ou significative	30
9. Le principe de non compensation	30
10. Le principe d'intangibilité du bilan d'ouverture	30
11. Le principe de prééminence du fond sur la forme (ou de la réalité sur l'apparence : substance over form)	30
IV. De l'information comptables	30
CAS NORMA	31

Partie 1 Introduction à la consolidation 33

3 Consolidation des comptes	35
I. Le groupe de sociétés	35
1. Les textes	35
2. Champ d'application	35
II. Principes de consolidation	36
1. Périmètre de consolidation	36
2. Pourcentage de contrôle et pourcentage d'intérêt	36
3. Exemples	36
4. Méthodes de consolidation	37
5. Application	39
III. Processus de consolidation	43
1. Les étapes	43
CAS DCG-CONSO	45

Partie 2 Évaluations des actifs et des passifs 47

Introduction	
Règles générales d'évaluation des actifs et des passifs	48
I. Méthodes d'évaluation prévues par le PCG	48
II. Notion d'actif et de passif	48
1. Notion d'actif	48
2. Notion de passif	49
3. Prise en compte des coûts d'emprunts	49
4. Effets d'une clause de réserve de propriété	50
4 Évaluation des immobilisations corporelles	51
I. Définition	51
II. Coût d'entrée des immobilisations corporelles	51
1. Coût d'acquisition des immobilisations corporelles	51
2. Coût de production des immobilisations corporelles	52

III. Évaluation postérieure à la date d'entrée : problèmes posés par les amortissements et dépréciations	53
1. Définitions	53
2. Règles générales	54
3. Caractère obligatoire des amortissements	54
4. Calcul des amortissements et le plan d'amortissement	54
5. Amortissements dérogatoires	57
6. Les dépréciations des immobilisations	60
 CAS AYARI	 65
5 Évaluation des immobilisations incorporelles	67
I. Définition	67
II. Coût d'entrée des immobilisations incorporelles	67
III. Opérations de recherche et développement	67
1. Catégories des travaux de recherche et développement	68
2. Comptabilisation des frais de recherche et développement	68
3. Amortissements des frais de recherche et développement	69
IV. Frais d'établissement	69
V. Brevets et marques	69
VI. Fonds de commerce et droit au bail	70
 CAS TINES	 71
6 Évaluation des immobilisations : cas particuliers	73
I. Quotas d'émission de gaz à effet de serre	73
1. Comptabilisation	73
2. Certificats d'économie d'énergie (Avis N° 2006-D du comité d'urgence)	76
II. Terrains, immeubles de placement, Constructions sur sol d'autrui (214), ensemble immobilier	76
III. Cas des coûts de démantèlement	78
1. Coûts liés à la dégradation immédiate	78
2. Coûts liés à la dégradation progressive	79
IV. Comptabilisation par composants	80
1. Composants de 1 ^{re} et 2 ^e catégorie	81
2. Pièces de rechange et de sécurité	83
V. Évaluation des immobilisations acquises contre versement de rentes viagères	83
VI. Évaluation des immobilisations acquises au moyen de redevances annuelles	85
VII. Réévaluation des immobilisations	86
1. Lors de la réévaluation	87
2. Lors des années ultérieures	89

VIII. Comptabilisation de l'indemnisation des sinistres et expropriations	90
IX. Logiciels et sites Internet	92
1. Évaluation des logiciels	92
2. Évaluation des sites Internet	96
CAS PART	98
7 Opérations de financement	101
I. Crédit-bail	101
1. Généralités	101
2. Période de location	102
3. Levée de l'option	104
4. Cession ultérieure d'un bien acquis en fin de contrat de crédit-bail	108
II. Subvention	109
1. Subventions d'équilibre et subventions d'exploitation	109
2. Subventions d'investissement (d'équipement)	110
III. Abandons de créances	112
1. Abandons de créances à caractère commercial	113
2. Abandons de créances à caractère financier	114
3. Cas particulier des abandons de créances avec clause de retour à meilleure fortune	115
CAS FINANCE	116
8 Les titres	119
I. Évaluation des titres à l'entrée	119
1. Bons de souscription d'actions ou d'obligations (BSA et BSO)	120
2. Obligations avec bons de souscription d'actions ou d'obligations (OBSA ou OBSO)	121
II. Évaluation des titres à la clôture	122
1. Titres de participation	122
2. Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP) et les autres titres immobilisés et VMP	124
III. Évaluation des titres à la sortie	126
1. Cession de titres par vente à réméré (avec faculté de rachat depuis le 12/05/2009)	126
2. Cession d'actions propres dans le cadre d'une option d'achat des salariés	128
CAS SPÉCULATION	131
9 Actifs et passifs en monnaies étrangères	133
I. Immobilisations	133
II. Créances et dettes en monnaies étrangères	134
1. Règles générales	135

2.	Cas d'ajustement de la provision pour pertes de change	137
	CAS DEVISE	144
10	Stock et en cours	147
I.	Règles générales	147
1.	Coût d'acquisition	147
2.	Évaluation à la clôture	147
II.	Évaluation des articles interchangeables	148
III.	Évaluation des stocks acquis ou produits conjointement pour un coût global	148
IV.	Inventaire permanent et stocks	149
V.	Évènements postérieurs à la clôture de l'exercice	150
1.	Définition	150
2.	Traitement comptable	151
	CAS STOCKMANA	152
11	Participation et épargne salariale	155
I.	La participation des salariés aux résultats	155
1.	Principe	155
2.	Comptabilisation	156
3.	Calcul de la participation	157
4.	Destination de la RSP	157
II.	L'intéressement des salariés	158
1.	Généralités	158
2.	Schéma d'écritures	159
III.	Le plan d'épargne d'entreprise	159
	CAS ÉPARGNE	161
Partie 3	Rattachement des charges et des produits au résultat de l'exercice	165
12	Rattachements obligatoires	167
I.	Les provisions	167
1.	Provisions pour risques	167
2.	Provisions pour pensions et obligations similaires	168
3.	Provisions pour restructurations	168
4.	Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	168
5.	Provisions pour droit individuel à la formation	169
6.	Provision pour indemnité de licenciement	169
II.	Engagements financiers et passifs éventuels	170

1. Engagements financiers	170
2. Passifs éventuels	170
III. Engagements à long terme envers le personnel	171
1. Principe	171
2. Comptabilisation	172

CAS RISQUE 174

13 Rattachements optionnels 177

I. Contrats à long terme	177
1. Méthode de l'achèvement	178
2. Méthode de l'avancement	180
II. Abonnement des charges et produits	182
III. Changements comptables	183
1. Généralités	183
2. Information dans l'annexe	185
3. Comptabilisation	185

CAS CHEMS 186

Partie 4 Adaptation du cadre comptable à des entités spécifiques 189

14 Collectivités territoriales 191

I. Contexte juridique	191
1. L'exécutif	191
2. L'assemblée délibérante	191
II. Organisation budgétaire et comptable	192
1. Différence entre budget et compte	192
2. Différence entre fonctionnement et investissement	192
III. Contrôle	193
1. Contrôle a priori de la régularité des opérations	193
2. Contrôle a posteriori	193

CAS ALICAL d'après sujet DCG 2012 194

15 Les groupements d'intérêt économique (GIE) 199

I. Contexte juridique et motivations conduisant à la constitution d'un GIE	199
II. Comptabilité des GIE	199
1. Évaluation de la souscription ou de l'acquisition de parts d'un GIE et des avances	200
2. Affectation du résultat	200

III. Opérations d'exploitation	202
CAS YPREMIUM d'après sujet DCG 2008	203
16 Les associations	205
I. Obligations comptables	205
II. Comptabilisation	206
1. Capitaux propres	206
2. Legs et donations	208
3. Prêt à usage ou commodat	209
4. Traitement des contributions volontaire en nature	210
5. Affectation du résultat	211
6. Compte d'emploi des ressources	212
CAS ASSOC	213
17 Les sociétés civiles	221
I. Différentes catégories de sociétés civiles	221
II. Obligations comptables	222
1. Les SCPI doivent appliquées un PCG adapté (règlement 99-6 du CRC)	223
2. Les sociétés civiles (et plus généralement, les personnes morales non commerçantes) exerçant une activité économique	225
3. Obligation fiscales	225
4. Cas des sociétés civiles agricoles	226
CAS CIVILE	227
18 Professions libérales	229
I. Obligations des membres des professions libérales	229
II. Exercice de la profession en société	230
1. Société civile professionnelle (SCP)	230
2. Sociétés d'exercice libéral (SEL) et sociétés commerciales classiques	230
CAS JUPITER d'après sujet DCG 2010	231
Partie 5 Capitaux permanents	235
19 Capital et ses variations	237
I. La constitution	237
1. L'entreprise individuelle	237
2. Société en nom collectif	238
3. La société à responsabilité limitée	238
4. Société anonyme et société par actions simplifiée	240

II. Augmentations de capital	247
1. Augmentation de capital par apport en nature	247
2. Augmentation par apport en numéraire	249
3. Augmentation de capital par incorporation des réserves	253
4. Par conversion d'une dette en capital	254
5. Par paiement des dividendes en actions	254
III. Réduction et amortissement du capital	254
1. Réduction du capital	254
2. Amortissement du capital	256
VI. Liquidation des entités	257
1. Liquidation dans les entreprises individuelles	257
2. Les liquidations dans les entreprises sociétaires	257
CAS AVENIR-DCG	258
20 L'affectation du résultat	261
I. Règles générales	261
1. Résultat déficitaire	261
2. Résultat bénéficiaire	262
II. Cas particulier : les entreprises individuelles	265
III. Cas des actions de préférence	266
IV. Modalités de paiement des dividendes en actions	267
CAS AMILCAR	269
21 Provisions réglementées	271
I. Provision réglementés proprement dites	272
1. Provision pour hausse des prix (compte 1431)	272
2. Provision pour investissement (compte 1424)	273
3. Provisions relatives à des crédits ou à des titres de participation (compte 144)	274
4. Provisions pour investissement en faveur des PME	276
II. Provisions assimilées à des provisions réglementées	276
1. Amortissements dérogatoires (compte 145)	276
2. Provision spéciale de réévaluation (compte 146)	276
3. Plus-values réinvesties (compte 147)	276
III. Informations devant figurer dans l'annexe	276
CAS BAKAR	277

22 Dettes financières	279
I. Autres fonds propres	279
1. Les titres participatifs	280
2. Avances conditionnées	280
3. Titres subordonnés à durée indéterminée (TSDI)	280
4. Comptes d'associés	281
II. Les emprunts	281
1. Les emprunts indivis	281
3. Emprunts obligataires	286
CAS AG-SEF	291
Annales	293
Sujet DCG 2016	294
Sujet DCG 2017	302
Corrigés	309
Correction DCG session 2016	310
Correction des cas	319